

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)SALENGRO EST
POUR L'ORDRELes grévistes
eux veulent
des salaires !

Le prolétariat aura le dernier mot !

Bifteck d'abord !

L'action directe triomphe de l'impuissance parlementaire

Nous venons de vivre, nous vivons encore actuellement de grandes et belles heures.

Qui donc oserait encore parler de l'incapacité du prolétariat de se battre ? Dans un mouvement unanime et grandiose, la classe ouvrière est entrée en lutte pour augmenter son standard de vie.

Les causes d'un tel mouvement sont dans les conditions misérables d'existence des travailleurs. Poussés par leur égoïsme étroit, les capitalistes ont réduit les salaires dans des proportions considérables, atteignant parfois 30 et 40 %. Pendant des mois, les ouvriers ont rongé leur frein. Les colères se sont accumulées.

De grands espoirs se sont fondés sur le Front populaire. Un mois après les élections, les travailleurs, impatients d'attendre, sont partis en lutte.

Quelques signes particuliers semblent indiquer que les communistes ont été à la base du mouvement ; mais, au bout de quelques jours, ils étaient débordés, dépassés. Ils ont tenté de freiner. Il était trop tard, la vague déferlait. Toutes les corporations, les unes après les autres, entraient dans la bataille. Les « Nacos » jouaient le rôle de l'apprenti sorcier. Ils avaient déclenché des forces dont ils n'étaient plus maîtres.

Au bout de quelques jours, l'essence manquait. Les vivres se raréfiaient. La circulation se ralentissait. L'énergie était à son comble. La spéculation entrait en action. Les Grands Magasins se fermaient. Les journaux ne paraissaient pas. Les banques, les services publics se préparaient à entrer en lutte. La situation s'aggravait. Elle devenait révolutionnaire.

Le prolétariat faisait la démonstration de sa force, lorsqu'il se croise les bras.

Mouvement admirable. Un des plus grands que l'on ait vu depuis longtemps. Il rappelait les grandes journées de 1919 et 20.

Les peuples s'éduquent d'heure en heure en période révolutionnaire. Ces grèves ont plus servi à l'éducation des travailleurs que vingt années de propagande.

Léon Blum l'aristocrate « proléttaire » avait scientifiquement organisé le scénario de son arrivée au pouvoir : mercredi, élections du bureau de la Chambre ; jeudi, le Président de la République devait consulter les présidents des Chambres ; vendredi, Léon Blum devait recevoir la mission de constituer le Ministère. Le mardi suivant, il devait se présenter devant les Chambres.

D'un seul coup, tout ce bel échafaudage s'est effondré.

Devant la gravité de la situation, le jeudi, Léon Blum prenait le pouvoir dans l'indifférence générale. Il a emprunté l'escalier de service.

Combien apparaît, petit le jeu parlementaire lorsque la grande voix du prolétariat se fait entendre.

Le premier geste du nouveau ministère fut de tenter de freiner ce grand mouvement qui le dépassait. On peut dire aujourd'hui que l'épreuve « expérimentale » est faite, que le parti socialiste n'est pas un parti révolutionnaire. Lorsque ses théoriciens se perdent en discussion sur l'occupation du pouvoir, la prise du pouvoir, tout cela n'était que de la phraséologie en chambre. Un genre savant, qui faisait plaisir.

Les socialistes pouvaient prendre le pouvoir s'ils l'avaient voulu. Ils disposaient des forces répressives de l'Etat qu'ils pouvaient neutraliser. Les masses ouvrières étaient prêtes à agir. Mais voilà, les socialistes veulent gouverner dans l'ordre, rétablir l'économie du pays. Ils viennent pour diriger les affaires de la bourgeoisie et non faire celles du prolétariat.

Ils ne veulent pas faire disparaître les antagonismes de classes. Ils veulent les atténuer ; ils ne réussissent qu'à les agraver.

Le point le plus important du grand mouvement des grèves actuelles, c'est que les ouvriers se battent pour leurs conditions de vie. La politique y est nulle. Dans leur esprit, une formule domine : bifteck d'abord, politique ensuite. C'est donc un mouvement extrêmement sain et qui doit être maintenu dans cette voie.

Quelles seront les conséquences de cette grève, il est actuellement trop tôt pour se prononcer. Mais le grand point, c'est que la conscience de classe du prolétariat s'est extrêmement développée.

Les ouvriers se sont rendu compte que les patrons avaient besoin d'eux.

Déjà, ils se rendent compte qu'eux n'ont pas besoin des patrons.

L'avenir s'éclaire.



Malgré les efforts multipliés des apôtres de la collaboration des classes dans la paix sociale bourgeoise, le mouvement de grève sur le tas, déclenché par les métallurgistes, s'est propagé comme une traînée de poudre aux corporations les plus arrêtées, les plus déshéritées de la classe ouvrière.

Guidés par leur instinct de classe, les travailleurs, las d'être continuellement dupés et spoliés par les hommes qui se sont succédé au pouvoir, ont vu, dans l'occupation des entreprises, le moyen le plus efficace pour réaliser eux-mêmes leurs aspirations les plus légitimes et les plus urgentes, et dicter à leurs exploitants des conditions plus humaines de travail et de rémunération.

Certes, les affameurs capitalistes n'ont pas manqué de protester violemment contre cette atteinte aux droits sacrés de la propriété. Leurs représentants à la Chambre se sont adressés au gouvernement du Front populaire pour exiger le maintien de l'ordre dans la légalité bourgeoise.

Or, sur les 378 députés portés au pouvoir sur le programme du Front populaire, pas un seul ne s'est levé pour venir à la tribune tenter de justifier l'action « illégale » des travailleurs en lutte. Ils ont senti la contradiction flagrante d'une telle attitude dans le temple législatif.

Nous n'avons pas ici les mêmes raisons de nous taire. Nous prétendons que la légalité bourgeoise a toujours été l'instrument d'oppression et d'asservissement de la classe ouvrière, à l'abri duquel s'est perpétuée l'exploitation crapuleuse des profiteurs du régime.

Là où l'action légale, parlementaire et gouvernementale s'est révélée impuissante pour faire cesser les contradictions capitalistes et adapter les conditions de vie ouvrière aux modes de production actuels, il était inévitable qu'un jour la poussée des masses exaspérées ferait craquer le cadre de cette légalité par l'action directe et révolutionnaire.

Ce jour est arrivé, et nous avons vu, dans un enthousiasme indescriptible, la foule ouvrière, consciente de sa force, envahir les citadelles du capital et s'y maintenir malgré les objurations pressantes des médiateurs respectueux de l'ordre établi.

Dans l'accord conclu le 7 juin (accord qui comporte des avantages jugés nettement insuffisants par la majorité des ouvriers en lutte), les dirigeants des Chambres syndicales ouvrières et patronales ont formellement condamné, en ces termes, l'occupation des entreprises :

« L'EXERCICE DU DROIT SYNDICAL NE DOIT PAS AVOIR POUR CONSEQUENCE DES ACTES CONTRAIRES AUX LOIS. » (Art. 3.)

Nous signalons aux travailleurs intéressés cette capitulation des représentants ouvriers, qui prétendent interdire au prolétariat d'utiliser, dans l'avenir, le seul moyen efficace d'obtenir des améliorations tangibles à ses conditions d'existence.

Nous dénonçons l'attitude ignoble des pseudo-révolutionnaires qui, pour servir la même politique pour laquelle ils déclenchent, voici quelques années, la grève générale à toute occasion, s'ingénient aujourd'hui à faire retomber le mouvement ouvrier dans l'ornière de la paix sociale, pour assurer la sécurité de la France... chère à Staline.

Classe ouvrière, alerte !

Il est incontestable que si le patronat a subi une première reculade, c'est sur la pression ouvrière s'exprimant par l'immobilisation des moyens de production.

Cependant, dans la bataille qui s'engage, le gouvernement Léon Blum, qui ne veut pas gouverner contre la classe ouvrière, abdiquera plutôt que de prendre les mesures révolutionnaires qui s'imposent contre la bourgeoisie.

D'autre part, la politique d'atermoiements et d'abdication des dirigeants syndicaux confirme pour tous les travailleurs conscients la nécessité de rejoindre l'organisation syndicale et d'y militier activement pour y faire revivre les méthodes de lutte et d'action directes, seules capables de vaincre définitivement l'omnipotence des trusts et de la finance.

Une fois de plus, la leçon des faits commandé à la classe ouvrière de rester elle-même et d'exercer une vigilance de tous les instants pour pallier l'insuffisance de ses dirigeants, enfouis dans la collaboration du syndicalisme parlementaire et gouvernemental.

Pour lutter contre la déviation syndicale :
En masse, rejoignez l'organisation ouvrière ;
Aidez-nous à redresser le mouvement ouvrier pour faire face aux luttes qui viennent.
L'UNION ANARCHISTE.

La bataille continue...

Jamais dans les annales du mouvement ouvrier on n'avait enregistré un mouvement revendicatif d'une telle ampleur. Jamais on n'avait assisté à pareil enthousiasme pour la conquête du pain. La solidarité, la fraternité dans la communauté des intérêts avaient, dès le début galvanisé les volontés.

L'organisation syndicale profitant de l'ambiance ainsi créée, connaissait une faveur, telle qu'elle ne pouvait satisfaire à toutes les demandes d'adhésion.

Hélas, comme une douche froide, l'accord conclu, entre le C. G. T. et la Confédération patronale dans la soirée du 7 juin, est venu tempérer l'ardeur qui animait les grévistes de nombreuses entreprises, dont les pourparlers en cours s'annonçaient prometteurs d'améliorations sensibles concernant les salaires.

Les patrons qui, à la faveur de la crise, étaient empêtrés de baisser les salaires dans une proportion allant de 20 à 40 % ou plus et qui s'étaient abstenus de relever lorsque les commandes commencèrent à revenir (voir fournisseurs de matériel de guerre), se voyaient accusés de larges réstitutions sous la pression des travailleurs en lutte.

Pour certains établissements où les salaires étaient exceptionnellement bas, les augmentations consenties s'échelonnaient de 20 à 60 et quelquefois même à 80 pour cent.

C'est alors que commença la manœuvre, de la confédération patronale. Puisque les pourparlers directs entre patrons et ouvriers, maîtres des entreprises s'avéraient préjudiciables aux intérêts patronaux elle signifia à ces derniers la rupture brutale pour recourir à la conciliation par en haut avec les dirigeants des syndicats ouvriers.

AVIS IMPORTANT

Nous prions nos camarades ayant participé aux mouvements grévistes de nous fournir d'urgence des renseignements détaillés concernant l'origine, le développement et les résultats de ces mouvements, afin que nous en tirions les enseignements pour poursuivre utilement notre propagande et accentuer notre pénétration ouvrière.

N. FAUCIER.

(Suite en page 8.)

Le mouvement spontané qui, en dehors des organisations ouvrières, sinon malgré elles, dresse actuellement en France contre la bourgeoisie l'ensemble du prolétariat, relègue forcément à l'arrière-plan de l'actualité le problème angloissant de la politique internationale.

Quand, impérieux, souverain, le tonnerre oublié de l'action directe roule à travers le pays, les questions extérieures semblent s'effacer, la lutte de classes intérieure entraîne toutes les énergies, toutes les préoccupations.

Et pourtant...

Composée dans les conjonctures dramatiques que nous traversons, la déclaration ministérielle de Léon Blum a tracé les cadres dans lesquels évoluera la politique extérieure du gouvernement de Front Populaire.

Passé sous silence — et pour cause ! — par la presse ouvrière, ce paragraphe de la déclaration ministérielle mérite cependant d'être mis en lumière.

Il est intitulé : « Le pays veut la paix dans le respect de la loi internationale et des engagements internationaux. »

En voici les passages essentiels :

« Il (le pays) identifie la paix avec le respect de la loi internationale et des contrats internationaux, avec la fidélité aux engagements pris et aux paroles données. Il souhaite ardemment que l'organisation de la sécurité collective permette d'arrêter la concurrence effrénée d'armements où l'Europe se trouve entraînée tout entière... La volonté de paix d'une nation comme la France, quand elle est sûre d'elle-même, quand elle s'appuie sur la morale et sur l'honneur, sur la fidélité à ses amitiés éprouvées, sur la sincérité profonde de l'appel qu'elle adresse à tous les peuples, peut être proclamée avec éclat et avec fierté.

Si généraux que soient ces termes, ils ne permettent aucune illusion.

Qu'est-ce en effet, pour la « France », que cette loi internationale et ces engagements internationaux « dans » lesquels le pays veut la paix ?

C'est, en termes particuliers, en langage concret, en bon français pour tout dire, l'ODIEUX ET ABSURDE TRAITÉ DE VERSAILLES ET SON ANNEXE DE LOCARNO ; c'est le reflet de la violence faite aux impérialismes vaincus en 1918 par les impérialismes vainqueurs, c'est LA FIDÉLITÉ AUX ENGAGEMENTS IMPOSÉS PAR LE GLAIVE, SOUS LA BOTTE.

Passons maintenant au deuxième couplet, celui de la sécurité et du désarmement.

La encore, on ne peut être qu'épouvanté ou révolté.

Pendant quinze ans, de Clemenceau à Poincaré, de Tardieu à Herriot, c'est aux accents de cette rengaine de la sécurité condition du désarmement, que l'imperialisme français a esquivé l'obligation de désarmer contractée solennellement par lui à Versailles, c'est aux accents de cette rengaine qu'il a torpillé la Conférence de désarmement et légitimé le réarmement massif (ni plus ni moins massif que le sien propre ou celui de l'U.R.S.S.) de l'Allemagne.

LA RENGANE EST TOUJOURS LA.

Quant à la « morale » et à l'« honneur » sur lesquels s'appuie la volonté de paix de la France bourgeoise, impérialiste, tricolore, c'est l'abjection de Versailles, et quant aux « amitiés éprouvées », qu'est-ce, sinon, au premier chef, l'U.R.S.S. et la Petite-Entente avec les conventions militaires qui les lient à l'Etat-Major français ?

DE CLEMENCEAU À LÉON BLUM, RIEN DE CHANGÉ.

Et c'est pourquoi l'on voit flotter sur les chantiers, aux portails des usines occupées par les prolétaires, le drapeau rouge de l'internationalisme révolutionnaire et le drapeau tricolore du comte de La Rocque.

Vieux social-patriotisme de 1914 et jeune national-communisme de 1936 se rejoignent.

La politique extérieure du Front populaire porte la marque de la bête impérialiste.

B.

L'AMNISTIE

Les cinglants et les cinglés EUX ET NOUS

Le journal *Le Barrage* du 28 mai a publié une lettre de Victor Serge, qui dresse contre le Régime bolchevik un réquisitoire accablant.

Ce réquisitoire ne nous apprend rien, à nous qui, depuis bien longtemps savons ce qui se passe en *Soviétie*. Il ne fait que confirmer ce que nous avons dit cent fois sur l'abominable dictature que, au nom des ouvriers et paysans, le gouvernement de Moscou impose au Proletariat russe et sur l'infâme répression que subissent tous ceux qui commettent le crime inexpiable de ne pas approuver passivement et aveuglément tout ce que pensent, disent et font les maîtres actuels de l'U.R.S.S.

Ce qui communique audit réquisitoire une gravité, et une force exceptionnelles, c'est que Victor Serge en est l'auteur et que, dans la campagne menée, en France, en faveur de l'Amnistie, les démagogues du Parti communiste sont de ceux qui protestent le plus véhémentement contre la répression, alors qu'ils ne veulent, à aucun prix, entendre parler de l'Amnistie en U. R. S. S.

Victor Serge n'est autre que Kibaltchich, qui fut impliqué dans le fameux procès des Bandits tragiques. Sous le nom de *Le Rétif*, il publia dans le journal *L'Anarchie*, des articles d'une extrême violence contre les communistes libertaires qui tentaient, à l'époque, de rassembler et d'organiser les forces anarchistes. Individualiste *mille pour mille*, il s'élevait avec une arépétition sans égale contre tout ce qu'il considérait comme une entrave à l'indépendance illimitée de l'individu.

Loin de moi la pensée de lui faire grief de tout cela : anarchiste — du moins, je crois l'être — j'estime que chacun a parfaitement le droit, je dirai même le devoir de penser selon sa raison et d'agir selon sa conscience. Et je ne rappelle le passé de Victor Serge que pour exprimer la stupefaction dans laquelle je fus plongé, lorsque, il y a une quinzaine d'années, j'appris qu'il avait pris rang parmi les partisans les plus actifs et les plus en vue de la Décatur bolchevique.

Mais, pour s'être quelque peu écarter de la ligne tracée par le Kremlin, Victor Serge a vu s'abattre sur lui et les siens les rigueurs du Régime stalinien. Fort heureusement pour lui, il a eu la bonne fortune d'avoir des amis influents qui ont fini par l'arracher aux tortures que lui infligeaient ses bourreaux ; et, redevenu — enfin ! — libre et s'étant réfugié en Belgique, il a adressé à ses libérateurs la lettre que *Le Barrage* a rendue publique. De cette lettre tout serait à citer. Mais elle est trop longue pour que *Le Libertaire* la reproduise en entier.

Je me borne à en extraire les passages suivants :

« J'ai vu bien des tristesses depuis dix ans. J'ai vu des combattants d'octobre défaillir sous la contrainte et la répression, perdre toute clairvoyance dans l'étalement, s'abaisser, pour voter à des palinodies. J'ai vu fusiller en U. R. S. S. de jeunes communistes ; j'ai vu le grand parti de Lénine devenir ce qu'il est devenu : UN PUSSANT APPAREIL GOUVERNEMENTAL FONDÉ SUR LE PRIVILEGE ET L'OBEISANCE PASSIVE.

« Le règne ne lâche jamais un objecteur. Pour le communiste opposant, pour l'écrivain libre, pour le témoin gênant que je suis, comme pour tous les objecteurs : socialistes, anarchistes, syndicalistes, communistes de gauche, trotskistes ou autres, il n'est, en U. R. S. S., NI AMNISTIE, ni libération, ni possibilité de vivre d'aucune sorte, JAMAIS. Les camps de concentration, la prison, la déportation alternent sans cesse dans leurs destinées. »

Après avoir parlé en détail de son cas personnel, après en avoir fait éclater l'iniquité et l'horreur, Victor Serge ajoute :

« Laissez-moi, maintenant, vous parler des autres. Les autres sont des milliers et des dizaines de milliers. Quiconque pense autrement que ne l'entendent la bureaucratie dirigeante est, là-bas, voué aux pénitenciers. JE N'EXAGERE RIEN ; JE PESE MES SYLLABES. JE PUIS ETAYER CHACUNE D'ELLES DE PREUVES TRAGIQUES ET DE NOMS. »

Un peu plus loin, Victor Serge écrit : « Parmi cette masse de victimes, ils sont quelques milliers, communistes de la première heure, bâtisseurs des Républiques soviétiques... QUAND EXISTAIENT LES SOVIETS.

« Pensons à ceux-là ; aux vivants et aux morts. La classe ouvrière d'Occident ne peut pas les lâcher ; les intellectuels n'ont pas le droit de les ignorer ; il n'y a pas d'hommes qui aient plus fait pour la Révolution, qui se soient donnés à Elle plus profondément.

« QUE RESTE-T-IL DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE, SI TOUT OUVRIER QUI SE PERMET UNE REVENDICATION OU UNE APPRECIATION CRITIQUE EST VOUE AU PENITENCIER ? »

On le voit : Victor Serge, un témoin que personne ne peut récuser, qui parle de ce qu'il a vu, vécu et souffert, qui fut, durant plusieurs années, l'homme-

lige de Lénine et de Trotski, confirme, renforce, aggrave toutes nos révélations concernant le régime ignominieux qui sévit en U. R. S. S.

Cette répression ignoble, on n'ose plus la nier aujourd'hui. Les Bolchevicks en font l'aveu. Mais ils prétendent que cette répression est rendue nécessaire par la propagande contre-révolutionnaire laquelle se livrent les agents secrets du Régime déchu. Ils mentent.

Les Staliniens de Russie et de partout savent qu'ils mentent. Mais mentir est devenu, chez eux, par l'effet de l'habitude, une seconde nature et comme une fonction et un besoin de l'ordre biologique. Leurs séides de France ont l'échine tellelement aplatie par leur servilité proverbiale, qu'ils sont devenus incapables de la moindre faculté de redressement et de résistance. Quant à la masse moutonnière qui suit les chefs, ceux-ci, depuis treize ou quatorze ans, ont si totalement tué en elle tout esprit critique et brisé tout ressort d'indiscipline, qu'elle est, semble-t-il, devenue sourde, muette et aveugle.

Nous n'en sommes plus à nous étonner d'un tel état de choses. C'est la conséquence fatale de toute Dictature qui parvient à se stabiliser : d'une part, les Maîtres finissent par se croire infallibles et impeccables ; d'autre part, les esclaves finissent par tout accepter et tout subir, sans même chercher à comprendre.

On en trouve la preuve dans l'inroyable docilité avec laquelle les *Bien-Oui-Oui* de France adoptent et appliquent les mots d'ordre de Moscou sans s'apercevoir l'extravagante contradiction.

Exemple :

L'Amnistie est en tête des revendications inscrites au programme du *Front Populaire*. Aussitôt reçu de Staline l'ordre d'appuyer cette revendication, la bande de nos *Nacos* a envahi les préaux d'école et les salles de réunion, en hurlant : « Amnistie ! Amnistie totale !!! »

Pensez-vous que ces pauvres « crânes boursés » (je parle des pauvres bougres de la base et non des chefs) aient eu l'idée qu'il y a, dans le pays du communisme au Pouvoir, des dizaines et des dizaines de milliers d'emprisonnés, déportés et de prosérités à amnistier ? Ils n'y ont pas songé une minute.

Avisez-vous de faire observer que dans les pénitenciers, sur les terres d'exil et réfugiées à l'étranger, une foule de victimes de la répression bolchevique devraient bénéficier de l'Amnistie et vous serez incontinent qualifié de contre-révolutionnaire, d'agent provocateur, de Russe blanc, de vendu à la bourgeoisie.

Un bafouilleur de « rayon » ou de « cellule », armé du catéchisme de l'église pseudo-communiste, boudouillerà, sur un ton sans réplique, quelque chose dans le genre de ceci : « Dans un pays comme la France où, dans l'Empire capitaliste, les travailleurs des villes et des champs sont réduits à la misère et à l'esclavage, l'Amnistie est une mesure de justice et d'humanité qui s'impose et nous l'exigeons. Mais, la réclamer dans un pays comme la Russie où, dans le Paradis communiste, les ouvriers et les paysans jouissent du bien-être et de la liberté, ce serait plus qu'une erreur, plus qu'une faute ; ce serait un crime. »

« Amnistie, France, oui, mais en U.R.S.S., jamais ! »

Victor Serge l'affirme : « Pour tous les objecteurs : socialistes, anarchistes, syndicalistes, communistes de gauche, trotskistes ou autres, il n'est, en Russie, ni amnistie, ni libération, ni possibilité de vivre d'aucune sorte : JAMAIS. »

Il se sont les apologistes intégraux d'un Régime aussi exécrable qui ont l'impudence de se poser en champion de l'Amnistie intégrale en France !

Que sied-il de penser d'une telle extravagance, d'une telle contradiction ?

Cette extravagance n'est qu'apparente et cette contradiction s'explique.

L'Autorité comporte nécessairement l'usage d'un fouet. « Le fouet est un instrument de châtiment fait d'une corde ou d'une lanière de cuir attachée à un manche » (*Larousse*).

Ceux qui exercent l'Autorité (les Gouvernements) tiennent le manche. Les autres (les Gouvernements) subissent les cinglages de la corde ou de la lanière.

« Pensez à ceux-là ; aux vivants et aux morts. La classe ouvrière d'Occident ne peut pas les lâcher ; les Intellectuels n'ont pas le droit de les ignorer ; il n'y a pas d'hommes qui aient plus fait pour la Révolution, qui se soient donnés à Elle plus profondément.

« QUE RESTE-T-IL DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE, SI TOUT OUVRIER QUI SE PERMET UNE REVENDICATION OU UNE APPRECIATION CRITIQUE EST VOUE AU PENITENCIER ? »

On le voit : Victor Serge, un témoin que personne ne peut récuser, qui parle de ce qu'il a vu, vécu et souffert, qui fut, durant plusieurs années, l'homme-

Il y a donc : les cinglants et les cinglés. Les cinglants frappent à tour de bras et les cinglés demandent grâce (L'Amnistie). Or, en France, les Bolchevistes sont parmi les cinglés et reçoivent les coups. En U. R. S. S., ils tiennent le manche et ils sont les cinglants (j'allais écrire « sanglants »).

Comprend-on, cela dit, qu'ils soient : en France pour, et en Russie contre l'Amnistie ?

Qu'il y ait des bourreaux et des victimes, tous les autorités trouvent cela nécessaire et juste, à la condition qu'ils soient les bourreaux ; alors tout est bien, mais non les victimes, car, alors, tout est mal.

En cela, ils ne diffèrent pas les uns des autres.

Car, le fouet, tous les Partis politiques se le disputent. Pour s'en emparer et le garder — afin d'en manier le manche — c'est à qui se battra avec le plus d'acharnement.

Cette bataille politique, c'est la lutte millénaire entre les cinglants et les cinglés. Elle continue et continuera jusqu'à ce que le fouet (le Gouvernement, l'Etat), soit brisé.

C'est cette destruction que tend l'effort des anarchistes qui ne veulent pas être cinglés mais deviennent les cinglés et necesseront de lutter que lorsqu'il n'y aura plus ni cinglants, ni cinglés, c'est-à-dire, lorsque l'Etat aura été vaincu.

Sébastien FAURE.

De mon wagon

Avec les pompiers...

Eugène le plombier est en grève, à son tour, et se donne un petit air entendu que je ne lui connaissais pas. Mais, lui, est gravé en liberté, et il veut bien prendre la peine de m'expliquer pourquoi :

— Tu comprends, chez nous c'est pas très facile la grève sur le tas. La « taula », c'est juste comme qui dirait notre port d'attache, vu qu'on navigue un peu partout pour faire notre boulot. Aujourd'hui t'es là, demain autre part. On est des oiseaux de passage.

— Et puis tu voudrais pas que je fasse la grève sur le toit ou sur la corde à neuds ou même dans la baignoire de la marquise de la Lune-au-Vent.

— Pour les caves, c'est humide, ça pue et c'est plein de « gaspards », et puis les deux cents familles font venir leur pinard de chez Nicolas...

— En effet, ça n'est pas pratique. Alors comment vas-tu t'arranger ?

— Oh ! tu sais, dans chaque quartier je connais au moins une chapelle où on ne sera pas que de l'eau bénite ! Alors j'ai un peu l'habitude de la station verticale et je ne serai jamais pris à l'improvisation. « T'es tout de même mieux au comptoir que sur un tour à décoller ou une machine à bombarder les verres de montre. »

— Ma femme, elle, s'est laissée enfermer depuis trois jours et, entre nous, je bénis le Ciel du bonheur qui l'habite depuis cette heureuse circonstance.

— Oui, mon vieux, vive la grève !

— Mais, parlez-moi un peu de tes revendications.

— Oh, moi, j'en ai tout un cahier, mais les copains ne les trouvaient pas idiotes à l'heure présente. Alors, je m'en remets aux délégués... Eux, ils sont sont idiotes, peuvent être trop même, car il paraît que l'accord sera signé ce soir du premier jour de grève. C'est un peu précipité, que je trouve, pour un peu précipité... Mais tu sais, dans chaque quartier je connais au moins une chapelle où on ne sera pas que de l'eau bénite ! Alors j'ai un peu l'habitude de la station verticale et je ne serai jamais pris à l'improvisation. « T'es tout de même mieux au comptoir que sur un tour à décoller ou une machine à bombarder les verres de montre. »

— Tu as dit le mot juste, Eugène. C'est un peu précipité.. Mais tu sais que lorsque le feu est à la maison, on ne s'amuse pas à chercher les punaises...

— Je ne sais si le feu qui couvait depuis longtemps menaçait réellement d'éclater, mais il y en a qui ont eu chaud aux fesses. Et alors ils ont appellé les pompiers.

— Et l'on a bien briqué.

— Sois donc sérieux une fois dans ta vie.

— Mais tu me parla tout à l'heure de ton cahier de revendications.

— « Ah ! oui, mais entre nous, hein ? vieux Charles.

Primo : rétablissement du « prêt » comme avant la guerre, c'est-à-dire que tu peux toucher un acompte avant d'avoir commencé à gratter ;

deuzio : respect des droits de l'homme et, en particulier, le droit à la soif et à la paix ;

trois : suppression de l'outillage, qui est lourd, encrifiant, disgracieux et superfétatoire ;

quattro : suppression de tous travaux dangereux, pénibles, malsains ou dégradants ;

cinqo : les dégagements de w.-c. seront exécutés par le personnel de maîtrise. (Ce sera bien leur tour de mettre la main à la pâte, si j'ose dire...) »

Seulemen tes suggestions n'ont pas été prises en considération par la masse. Il faut faire une raison : c'est le sort de tous les précurseurs.

« Quant à moi je ne les trouve pas plus fantaisistes que celles des pipelets, par exemple, qui veulent faire tirer le cordon par les locataires.

— Mes copains m'ont dit que j'étais un petit plaisirnt ; que l'heure était grave et tragique ; qu'on ne fait pas la révolution histoire de rigoler, etc.

— Alors je suis resté pantos — comme le brave Crillon... »

Le Banlieusard.

UNION ANARCHISTE — FEDERATION PARISIENNE

CONGRÈS FÉDÉRAL EXTRAORDINAIRE

Dimanche 14 juin, à 9 heures précises,

Salle Benoît, 75, Faubourg Saint-Martin

ORDRE DU JOUR :

1^e Rapport moral et financier ; 2^e Organisation de la Fédération ; 3^e La propagande ; 4^e Les grèves ; 5^e Questions diverses.

Le public sera admis à titre auditif ; seuls les délégués participeront aux débats



Propos d'un Paria

Tout va très bien...

Le refrain populaire est plus que jamais d'actualité.

La prise du pouvoir par le Gouvernement du Front populaire a été le signal d'une recrudescence de ce qu'on appelle les « conflits sociaux », c'est-à-dire les grèves.

Usines, bureaux, grands magasins, chantiers sont transformés en autant de prisons où les détenus volontaires, en attendant la victoire annoncée à l'extérieur occupent du mieux qu'ils peuvent leurs loisirs.

La victoire, ce sera une augmentation des salaires, la semaine de 40 heures, des vacances, etc.

Les représentants du patronat convoqués par M. Léon Blum ont montré une compréhension des événements qui a fait l'admiration du président du Conseil. Ils ont accepté toutes les propositions du camarade Jouhaux. L'accord est fait.

Tout va très bien...

C'est-à-dire que les accords, les promesses, les affirmations platoniques n'ont pas encore



Du nouveau ? Mais oui !

Les grèves actuellement en cours ont détourné l'attention des affaires extérieures. Rien n'est plus naturel et d'ailleurs il serait faux de s'imaginer que le mouvement revendicatif de la classe ouvrière de ce pays puisse n'avoir aucune influence sur la politique étrangère de la France. S'il n'est pas vrai, comme le répètent nos nationalistes, que la guerre civile appelle l'invasion et la guerre étrangère, en revanche la politique extérieure subit très vivement les contrecoups des événements ou, si l'on veut, de la lutte de classe.

A supposer que, sous la pression des masses ouvrières, justement dressées dans la défense de leurs intérêts, le gouvernement s'oriente vers une politique hardie de réformes, modifiant profondément non seulement le statut politique de la société, mais encore son statut social, nous verrions immédiatement se transformer la nature des rapports entre la France et le monde. Supposition gratuite, certes. Nous ne croyons pas le gouvernement actuel capable de faire autre chose qu'une politique de défense des institutions capitalistes. Blum l'a dit, en substance, lorsqu'au cours de la discussion à la Chambre il a rappelé que son gouvernement ne prétendait pas faire une révolution, mais s'attachait seulement à apporter certaines modifications politiques laissant intactes les bases du régime.

Aussi bien voyons-nous, à lire la déclaration ministérielle, que la conduite des affaires internationales ne subira pas de changements importants. Qu'y trouvons-nous, en effet, sinon ce qu'aurait pu y inclure quel autre gouvernement. Ces banalités sur la volonté de paix de la France, ces déclarations de bravoure sur le caractère sacré des contrats internationaux, ces souhaits ardents pour que s'organise la sécurité collective, condition du désarmement, ces couplages sur la morale, sur l'honneur, sur la fidélité à des amitiés éprouvées, nous les avons lus déjà bien des fois. Autant en a emporté le vent, le mauvais vent qui souffle la guerre. Et sans doute pouvons-nous en dire autant de l'éloquence de M. Blum.

Encore une fois, nous le demandons, est-ce pour rendre vie à ces fantômes que les masses électORALES ont voté rouge ? Nous ne le croyons pas. Elles avaient un autre idéal sinon d'autres pensées : l'idéal du prolétariat qui veut la paix autrement que du bout des doigts et qui veut aussi les conditions de la paix. Ces conditions, nous les avons examinées en d'autres temps. Le moins qu'on puisse dire c'est que le programme du nouveau gouvernement ne cherche pas à les remplir. Il y aurait fallu de la hardiesse, une claire vision des choses, et, par dessus tout, la volonté de choisir entre les intérêts, contradictoires, du prolétariat et de la bourgeoisie.

On ne peut pas accorder à M. Blum d'avoir ainsi voulu rompre avec un passé d'intrigues diplomatiques, d'alliances et de violence qui jusqu'ici a toujours conduit à la guerre. La voie du nouveau gouvernement c'est donc encore et toujours la voie de l'impérialisme conçu, sous un certain angle, qui n'est sans doute pas celui de M. Franklin-Bouillon, mais nécessairement orienté vers la guerre, puisque la guerre est le seul règlement des conflits capitalistes.

Il est sans doute vain de s'en plaindre ou de se demander si le gouvernement du Front Populaire est puinaugurer une autre politique. Nous pensons, quant à nous, qu'il ne le pouvait pas, quelle que fut la bonne volonté des composants de l'équipe ministérielle. Il est plus utile de rechercher quelle doit être, dans ces conjonctures, l'attitude de la classe ouvrière. Selon nous, elle ne doit pas se départir de sa vigilance si elle ne veut pas se réveiller demain sur la pente d'un conflit impérialiste qu'elle n'aurait pas la force de juguler. Les événements actuels prouvent à quel point la force ouvrière, quand elle s'emploie avec clairvoyance, peut être féroce et vigoureuse. Sur le plan de la lutte contre la guerre, la même lucidité conduirait immédiatement à des solutions concrètes et également satisfaisantes, procédant d'ailleurs de la même idée de l'intérêt de classe des travailleurs. Celui-ci qui exige la semaine de quarante heures, les contrats collectifs et les vacances payées exige aussi que ces travail-

leurs ne soient plus sacrifiés périodiquement à des intérêts qui ne sont pas les leurs. Quant aux moyens, ils tiennent aussi dans le groupement offensif, l'alliance étroite des prolétaires, le refus de travailler, et de se battre, en un mot dans la grève généralisée. Ce qui vaut dans un cas, vaut dans l'autre. En vérité, les événements actuels sont d'un grand enseignement et d'un grand réconfort. Il est temps de remettre sur pied le rassemblement, si malencontreusement liquidé l'an passé, de tous ceux qui veulent lutter contre la guerre.

Du nouveau ? Mais oui...

LASHORTES.

ESPAGNE

QUE VEUT CASARES QUEROGA ?

On dit que Casares Queroaga est un homme à poigne. C'est ce renom qui lui a valu d'occuper la présidence du Conseil et d'élire Marcelino Domingo jugé timoré.

Le proche avenir nous dira si les puissances d'argent ont fait de lui leur homme. Son arrivée au pouvoir a été marqué par une hausse à la Bourse de Madrid, ce qui est déjà significatif.

Casares Queroaga est un ancien avocat des anarchistes. Il a la prétention de les connaître. On lui prête l'intention de les mater. Dans le passé récent il a exercé la force de sa poigne sur la C.N.F. Le seul résultat tangible de l'opération, ce fut l'arrivée au pouvoir de la droite.

A la suite de la grève des garçons de café à Madrid, affiliés à la C.N.F. (car U.G.F. sous prétexte d'arbitrage gouvernemental fait travailler ses adhérents) qui dure déjà depuis six jours de nombreux incidents ont eu lieu. Dans plusieurs cafés ouverts des coups de pétards ont éclaté, et provoqué des dégâts matériels. Des coups de revolver ont été tirés dans un café et on trouve parmi les blessés un adhérent à l'U.G.F.

Les affiliés de la C.N.F. demandent le paiement des journées de travail perdues par les travailleurs à la suite des événements d'octobre.

Le Comité de grève a été arrêté.

Les ouvriers de l'U.G.F. menacent de se mettre en grève lundi prochain.

D'autre part, on attend pour lundi prochain la grève des ouvriers du bâtiment. Les ouvriers du bâtiment réclament une augmentation considérable de salaires et la semaine de 36 heures. Les ouvriers de deux organisations (C.N.F. et U.G.F.) ont élaboré ensemble ces revendications. Les dirigeants de l'U.G.F. se montrent inquiets. Ils ne veulent pas gêner le gouvernement. Que les ouvriers gagnent mal, peu leur importe. Ils sont tous dans le fromage républicain. Essayeront-ils de saboter le mouvement ? Marqueront-ils à contre-cœur ? On verra lundi.

Pour parer à toute éventualité, le gouvernement a ordonné la fermeture des locaux de la C.N.F., Calle de Lurena. Jeudi soir, vers 23 h. 30, de nombreux cars de gardes d'assaut ont bloqué le quartier et ont pénétré dans les locaux vides à cette heure. De nombreux camarades ont été arrêtés.

Que veut Casares Queroaga ? Les dirigeants de l'U.G.F. observent devant ce fait soudain un silence inquiétant qui peut leur valoir le retour du régime qu'ils prétendent avoir renversé le 16 février.

La duplicité du gouvernement du Front populaire n'est pas à démontrer.

A tous les travailleurs de l'Afrique du Nord

Alors prolétaires, il faut se réveiller. La durée parlementaire, a trop duré. N'étiez-vous pas assez lourds ? Il en sera ainsi tant que vous suivrez les politiques qui vous trompent.

Vous n'avez pas eu confiance en vous-mêmes et vous êtes allez chercher votre défense dans un candidat du Front Populaire. Le droit à la vie heureuse ne vous sera pas donné par vos élus, vous n'obtiendrez que ce que nous serons capables d'imposer.

Les communistes libéraux d'Oran vous font appeler et vous disent si les candidats du Front Populaire ne tiennent pas leurs promesses, c'est-à-dire l'amnistie totale, le pain, la paix et la liberté, vous devrez nous rejoindre.

Aviez-vous, vous apprendrez à vous défendre, à vous unir, à vous organiser pour instaurer un monde nouveau, où le pain, la paix, la liberté seront assurés pour tous.

Nous devons nous unir pour l'émancipation totale des travailleurs.

La bataille continue...

(Suite de 1^{re} page.)

Nous n'en voulons pour preuve que ce désaveu officiel que chacun a pu lire au dernier alinéa de l'article 3 de l'accord précité et qui est ainsi rédigé :

« L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois. »

C'est net et précis. La tactique d'occupation des usines, inaugurée par les métallurgistes, s'y trouve formellement condamnée.

Selon le dernier tournant établi par les pontifes célestes, la bataille revendicative ne suit pas le transport au-delà du cadre légal. Qu'importe si cette légalité vous étouffe et vous écrase, puisque ces messieurs s'en trouvent bien. Qu'en dites-vous, camarades en lutte, qui supportez actuellement un lourd sacrifice pour arracher en bloc les avantages que vous a retirés dans le passé la rapacité patronale ?

Que pensez-vous de cet accord qui reste muet sur la pratique des heures supplémentaires alors qu'on sait que plus de 50 pour cent des entreprises font plus de 48 heures par semaine et que certains patrons exigent des journées de 14 et 16 heures de leur personnel.

Qu'en dites-vous, chômeurs ?

Toutes ces considérations et critiques faites dans le souci d'éclairer notre route, ne nous empêchent pas d'apercevoir les avantages appréciables obtenus par ce magnifique mouvement. L'élaboration du contrat collectif, notamment, devra être l'objet de tous les soins des travailleurs intéressés qui devront cette fois exiger d'être consultés avant qu'il soit statué définitivement.

Conchons, avec tous les grévistes qui se sont refusés à souscrire aux restrictions contenues dans un accord dont ils ne sauront prendre la responsabilité et qui continuent la lutte, qu'il est temps de rappeler aux responsables syndicaux qu'ils doivent cesser de se considérer comme des chefs prenant des décisions de cette importance sans même prendre avis de ceux qui les ont régulièrement mandatés.

Dans les accords qui vont suivre et qui sont lourds de conséquence pour l'avenir, les travailleurs devront être vigilants pour éviter d'être mis pareillement devant le fait accompli.

N. FAUCIER.

Un réveil plein d'espoirs

Les dernières grèves ont marqué un réveil brutal des masses qui ouvre tous les espoirs pour l'avenir.

La reconnaissance du droit syndical, que les ouvriers interpréteront en obligation syndicale ouverte de larges possibilités d'action pour les militants anarchistes. L'action économique va prendre le pas sur l'action politique. Les anarchistes vont donc se retrouver sur leur véritable terrain de lutte, eux qui nient toute action parlementaire.

L'heure du syndicalisme est arrivée.

Ça que nous attendions depuis plusieurs années se réalise. Camarades, l'heure des discussions en vase clos est terminée. Il faut passer à l'action. Le réveil, le regroupement des forces anarchistes qui se réalisent depuis quelques mois doit s'accentuer.

Camarades, il ne faut pas rester isolés.

On est bien loin de la petite ligue socialiste. Et lorsque Bracke rappelle que « le gouvernement a mandat d'accomplir l'œuvre que comporte le programme du Rassemblement populaire pour défendre et garantir le Pain, la Paix et la Liberté » — nous nous demandons en vérité où il a les yeux. Le Pain, la Paix et la Liberté sont pour le moment dans la poigne du prolétariat. Leur cause n'a plus besoin que de la bienveillante neutralité gouvernementale. Toute action positive du gouvernement ne peut être que le sabotage du mouvement ouvrier. Celui qui prendra l'initiative du déracinement supprimera l'antithèse de la classe.

Le point principal de notre propagande, qui nous permettra d'atteindre tous les autres, c'est la vie, la diffusion du « Libertaire ». La vie de notre journal se consolide, du fait de l'augmentation de notre vente. Chaque tirage marque une progression. Les mauvaises heures sont passées. Aujourd'hui ce n'est pas aux gros sous de nos amis que nous faisons appel, mais à la volonté, à l'activité de tous nos militants et sympathisants.

Le grand moyen de vulgarisation est la vente à la rue. Elle doit s'organiser partout. Tous nos camarades qui se sont mis à la tâche voient leurs efforts récompensés. Leur vente augmente chaque semaine. La diffusion du « Libertaire » est absolument indispensable dans les événements qui se déroulent.

Tous nos camarades auront regretté comme nous de ne pas voir sortir une édition spéciale du « Libertaire ». Nous aurions voulu en sortir une vendredi ou samedi, mais, hélas ! les moyens financiers et matériels nous faisaient défaut.

Nous ne devons plus nous trouver placés dans une telle difficulté. Pour cela, il est indispensable que tous ceux qui ont à cœur le succès de notre idéal se groupent, s'unissent, multiplient ainsi nos possibilités d'action.

N'oublions jamais : l'union fait la force. Les événements nous sont favorables. Il faut en profiter.

EN MARGE DU PACTE SOCIAL

Déclaration de méfiance

Dans le numéro spécial du *Populaire* du 5 juin, Bracke salue dans le gouvernement socialiste le « nouveau » que la France a voulu.

Il fait appel à l'initiative socialiste que réclame la confiance de toute la masse.

Au moment où toutes les forces du prolétariat parisien se contractent sur la lutte économique et massive, les politiciens socialistes se tapissent derrière la confiance du peuple.

Ils demandent au peuple l'appui de sa confiance et de sa force pour œuvrer à sa place — eux socialistes.

Ils ne s'aperçoivent pas encore qu'ils ont été commis par le peuple, non pour le diriger, mais pour le servir. Ils ne veulent pas comprendre qu'en effet ce gouvernement ne devait pas être comme les autres.

Les ouvriers ont hissé le Front Populaire, non pour qu'il établisse un monde sur leurs corps, mais pour qu'il précipite la déchéance du vieux monde et qu'il laisse à la masse l'initiative et le soin de rebâtir un monde nouveau à la mesure du producteur. Pour qu'il prenne d'assaut les forteresses de l'Etat politique comme ils occupent aujourd'hui les ouvriers, les citadelles du capital. Pour que ce mouvement fut conjugué du haut en bas. Pour que des « camarades compétents » occupent les Conseils des Banques et des Trusts comme les ouvriers occupent les usines.

Ils ne se doutaient certes pas que, selon l'expression de Blum, pour certaines de leurs revendications ils pussent s'en remettre à la loi.

Et à quelle loi ? Non pas à la loi prolétarienne qui n'est que discipline dans la bataille, mais à cette loi qui traite sur un « pied de justice » les protagonistes d'une lutte qui est la plus monstrueuse des injustices. A cette loi de la démocratie que les bourgeois revendiquent forsquois ne sont plus certains de leur force. A cette loi qu'ils souillent de leurs insolentes richesses et qui n'est que le paravent de leur égoïsme et de leur férocité.

A cette loi que nous rappelle si aimablement Léon Blum, cette loi faite par les patrons et qui est dans l'Etat le prolongement du patron, -- à cette loi les ouvriers parisiens ont déjà répondu par la rupture du contrat social et l'instauration de la loi prolétarienne.

Déjà les masses semi-prolétarisées se hantent à la Révolte. Les paysans accompagnent et quelques-uns précédent les ouvriers. Les employés suivent, les Banques s'agencent.

Répondant à une question posée par des instituteurs syndicalistes français en délibération, les officiels soviétiques ont dit ceci :

« Si les nécessités militaires nous y obligent, nous pousserons le P. C. français à faire voter tous les projets de loi. Si les trois ans sont indispensables, nous ferons voter les trois ans ».

Avant accepté l'idée de la participation du prolétariat dans un des camps opposés, il est logique que les staliniens en acceptent toutes les conséquences. Quant à nous, et avec nous tous ceux qui actuellement moisissent dans les casernes, tous ceux qui aspirent à être libérés — tous ceux qui vont y aller ou qui viennent d'en sortir — nous exigerons le retour au service d'un an.

Déjà Marceau Pivot a posé la question dans le « Populaire ». L'accueil des communistes — comme celui d'ailleurs des bourgeois — a été de crier : « Au boulot ! »

Si les sages sont ceux qui acceptent la partie et les fous ceux qui se refusent d'y participer, nous sommes de ces fous.

Tous fous décidés — très nombreux — de tous les partis — sûrs de nous-mêmes.

Et nous espérons bien que la campagne contre les deux ans amorcée avant les élections se continuera aujourd'hui plus que jamais.

Qui partout, dans les réunions du F. P., dans les groupes de jeunes, dans les syndicats, la question des deux ans soit posée.

Elle est simple, répétons-le, et peut être solutionnée immédiatement.

Nous allons voir qui le gouvernement Bum-Daladier-Thorez va satisfaire, l'état-major ou la jeunesse travailleuse.

Pour la jeunesse anarchiste :

Gh. RIDEL.

L'ARMEE AU SERVICE DU PEUPLE

L'Avant Garde réclame la liberté pour... les soldats et officiers républicains. Bien entendu la moindre atteinte aux droits des soldats est incompatible avec les intérêts du pays. En ouvrant le noyaufrage par les éléments de droite est dénoncé avec vigueur, ce qui rappelle l'histoire de la paille et de la poutre.

L'Amour des communistes pour la Russie soviétique leur fait tenir un langage non déplacé dans la bouche d'un nationaliste. Il fut un temps où l'on niait la défense nationale en régime capitaliste, où l'on refusait les crédits militaires en déclarant : « Pas un homme, pas un sou de nos soldats ! »

Actuellement tout cela n'existe plus aux yeux des purs, Hitler le grand méchant loup est venu, et l'Union sacrée s'est reformée en partie. Plus question d'entraver la préparation à la guerre. La sécurité du pays et plus encore celle de l'Europe dépend de l'effort des travailleurs et de l'armée de masse. Le prolétariat ne fait pas du nouveau, il brise du vieux. A l'opposé des « sauteurs » socialistes, il poursuit dialectiquement ses étapes. Il ne court pas après des lumières mais il conquiert son sol. Contre le socialisme politique, il le défendra dans s'il le faut.

Car la grève ne s'entend pas avec des victoires partiel

